

On peut donc se demander comment la France aurait affronté cette crise si elle n'avait pas été membre de la zone euro, voire de l'Union européenne.

Un phénomène mondial

« Pour répondre à cet exercice de politique-fiction, on peut regarder des pays industrialisés comparables, » suggère Christophe Blot, de l'OFCE. **« Le Royaume-Uni, par exemple, a vu son endettement progresser dans des proportions proches de celles de la France. Et il a pu se financer sans trop de difficultés. C'est aussi le cas du Canada ou de l'Australie. »**

Pour l'économiste, la baisse des taux est un phénomène mondial, entamé il y a une vingtaine d'années, qui **« s'explique notamment par un excès d'épargne. »**

L'appartenance de la France à l'Europe ne jouerait donc pas un rôle déterminant pour expliquer sa résistance.

« La France seule aurait dû diminuer son soutien à l'économie »

Le spécialiste des finances publiques François Ecalte ne partage pas cette lecture : **« Si la France avait dû affronter seule cette crise, elle aurait vu ses taux d'emprunt exploser et aurait été contrainte de diminuer son soutien à l'économie, comme l'Argentine. »**

Une comparaison que Christophe Blot conteste : **« La situation de l'Argentine est très différente. Elle a fait défaut à plusieurs reprises sur sa dette. Ce qui n'est pas le cas de la France depuis la Révolution. »**

Tournant de la rigueur

Le député Modem Jean-Louis Bourlanges, qui a longtemps siégé au Parlement de Strasbourg, estime, lui, que « **la France est protégée des aléas des marchés en partageant la même monnaie que l'Allemagne** ». » Autrement dit, la France bénéficie de la confiance qu'inspire l'économie d'Outre-Rhin.

« **L'euro permet d'éviter les dévaluations ou les fuites de capitaux** », » poursuit Jean-Louis Bourlanges.

Faut-il rendre les tests PCR gratuits en Europe ?

Débattez !

Un tel scénario s'est déroulé par le passé, observe François Ecalte : « **En 1982, après un an de relance et de creusement de la dette, la France n'arrivait plus à emprunter car le franc se dépréciait en permanence. Le président socialiste François Mitterrand avait alors annoncé le tournant de la rigueur...** »